



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale
(MRAE) Hauts-de-France, après examen au cas par cas, sur
la modification du programme opérationnel FEDER FSE IEJ
Nord-Pas-de-Calais 2014-2020 (59-62)**

n°GARANCE 2019-3884

Décision après examen au cas par cas

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégalement ;

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 modifié et l'arrêté du ministre de la transition écologique et solidaire du 30 avril 2019 portant nomination des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France ;

Vu la demande d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) déposée par la région Hauts-de-France, le 20 septembre 2019 relative à la modification du programme opérationnel FEDER FSE IEJ Nord-Pas-de-Calais 2014-2020 (59-62) ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 25 septembre 2019 ;

Considérant que la modification projetée consiste à effectuer les transferts financiers suivants :

- abondement du total de subvention européenne de 15 544 830 euros sur la mesure « recherche collaborative », initialement dotée de 63 millions d'euros ;
- diminution du total de subvention européenne de 1 172 600 euros sur la mesure « entrepreneuriat », initialement dotée de 42 millions d'euros ;
- diminution du total de subvention européenne de 15 544 830 euros sur la mesure « CA des entreprises », initialement dotée de 28 millions d'euros ;
- abondement du total de subvention européenne de 15 034 847 euros sur la mesure « énergies renouvelables », initialement dotée de 21 millions d'euros ;
- abondement du total de subvention européenne de 30 069 694 euros sur la mesure « performance énergétique des entreprises », initialement dotée de 25,9 millions d'euros ;
- diminution du total de subvention européenne de 14 millions d'euros sur la mesure « Performance énergétique des bâtiments publics et logement », initialement dotée de 56 millions d'euros ;
- diminution du total de subvention européenne de 4 141 444 euros sur la mesure « préservation et développement du patrimoine », initialement dotée de 78,3 millions d'euros ;
- diminution du total de subvention européenne de 12 660 000 euros sur la mesure « espaces naturels et restaurés », initialement dotée de 23,1 millions d'euros ;

Considérant qu'au vu des informations fournies, les transferts prévus, prenant en compte les sous-consommations de certaines mesures, ne sont pas susceptibles de limiter l'émergence de projets sur ces mesures ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er}

En application, des dispositions du code de l'environnement et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la modification du programme opérationnel FEDER FSE IEJ Nord-Pas-de-Calais 2014-2020, présentée par la région Hauts-de-France, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Lille, le 17 octobre 2019

Pour la Mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France
Sa présidente



Patricia CORREZE-LENEE

Voies et délais de recours

Une décision soumettant un plan à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux formé dans les mêmes conditions. Les recours gracieux doivent alors être adressés à :

Madame la présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale
DREAL Hauts-de-France
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE CEDEX

Une décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.